



Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Prévention et valorisation des déchets, propreté de l'espace public

## Séance ordinaire du vendredi 21 décembre 2018

L'an deux mille-dix-huit et le vingt et un décembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

### Présents :

Fabien ABERT, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Pierre BONNAL, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Robert COTTE, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Aline DESTAILLATS, Thierry DEWINTRE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOSSI, Mylène FOURCADE, Michel FRAYSSE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GUIRAUD, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOL, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Béatrice MICHEL, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Arnaud MOYNIER, Caroline NAVARRE, Marie-Christine PANOS, Gilbert PASTOR, Eric PASTOR, Véronique PEREZ, Eric PETIT, Thierry QUILES, Joël RAYMOND, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Lorraine ACQUIER, Jean-François AUDRIN, Henri de VERBIZIER, Véronique DEMON, Carole DONADA, Pierre DUDIEUZERE, Jean-Noël FOURCADE, Jean-Pierre GRAND, Clare HART, Alex LARUE, Hervé MARTIN, Yvon PELLET, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Noël SEGURA, Isabelle TOUZARD, Joël VERA.

### Absents / Excusés :

Jean-Marc ALAUZET, Djamel BOUMAAZ, Renaud CALVAT, Isabelle GIANIEL, Audrey LLEDO, Eric PENSO, Christophe COUR.

## **Prévention et valorisation des déchets, propreté de l'espace public - Contrat Territorial pour le Mobilier Usagé (CTMU) - Avenant n°1 avec l'Eco-organisme Eco-Mobilier pour la reprise et la valorisation des déchets d'ameublement - Autorisation de signature**

Madame Valérie BARTHAS-ORSAL, Vice-Présidente, rapporte :

Par décret n°2012-22 du 6 janvier 2012 relatif à la gestion des Déchets d'Eléments d'Ameublement (DEA), l'Etat a décidé de créer une filière spécifique pour le mobilier domestique et la literie, et de mettre en place une éco-participation visible sur les meubles neufs à compter du 1er mai 2013.

Dans ce cadre, la société Eco-mobilier, créée par les fabricants et distributeurs de meubles, a été agréée en tant qu'éco-organisme par arrêté du Ministère de l'Ecologie du 26 décembre 2012 pour une période allant du 1er janvier 2013 au 31 décembre 2017 pour assurer la réutilisation et le recyclage des DEA.

L'objectif national du dispositif était au moins 45% de recyclage et 35% de valorisation énergétique pour fin 2017 afin de réduire la mise en décharge à 20% au maximum.

Par délibération n°12187 du 6 février 2014, le Conseil d'Agglomération, aujourd'hui Conseil de Métropole, a approuvé la signature du contrat avec Eco mobilier pour organiser la prise en charge des déchets d'éléments d'ameublement des ménages qu'elle est amenée à accueillir principalement dans ses déchèteries (Points Propreté), mais aussi dans le cadre des collectes d'encombrants organisées en porte à porte. Eco-mobilier a ainsi mis en place, à son initiative et à ses frais, une collecte séparée des DEA dans les déchèteries de la Métropole, avec un calendrier progressif de montée en charge, tenant compte des contraintes d'aménagement des installations. La mise en place des bennes, leur enlèvement et le traitement des DEA collectés est alors progressivement pris en charge par l'éco-organisme. 4 nouvelles bennes ont été mises en œuvre en 2017, portant à 8 déchèteries ainsi équipées au 31 décembre, qui ont permis de collecter 1 047 tonnes. Les soutiens ont représenté pour leur part 292 681 € en 2017.

A la suite de la publication de l'arrêté du 27 novembre 2017 relatif à la procédure d'agrément et portant cahier des charges des éco-organismes candidats, Eco-mobilier a vu son agrément renouvelé par les pouvoirs publics le 26 décembre 2017 pour une nouvelle période de 6 ans.

Toutefois, le projet de nouveau contrat territorial transmis au printemps 2018 par Eco-mobilier aux associations représentatives des collectivités locales comprenait un certain nombre de clauses jugées non conformes au cahier des charges de l'agrément, concernant notamment les conditions d'accès des usagers au service, d'enlèvement et la performance de remplissage des bennes de DEA, et la durée du contrat pour la seule année 2018.

Ces dispositions ont conduit les associations représentatives des collectivités locales à inciter ces dernières à ne pas signer ce contrat en l'état dans l'attente de la prise en compte par Eco-mobilier de ces observations. Dans l'attente de la finalisation de ces échanges, Eco-mobilier s'est néanmoins engagé à court terme à poursuivre ses prestations d'enlèvement des bennes et de versement des soutiens afin d'assurer une continuité du service et ne pas pénaliser les collectivités.

Par la suite, lors de la Commission de la filière DEA du 14 septembre 2018, sur insistance des associations représentatives des collectivités, largement mobilisées pendant l'été, les pouvoirs publics ont sommé Eco-mobilier de bien vouloir envoyer dans les plus brefs délais, à toutes les collectivités territoriales, un avenant au contrat territorial pour le mobilier usagé (CTMU) retranscrivant l'absence d'incidence des critères techniques sur les enlèvements et les soutiens.

Le projet d'avenant transmis par Eco-mobilier en novembre 2018 spécifie que les clauses discutées sont sans effet pour l'année 2018.

Il convient donc d'approuver concomitamment le contrat initial transmis par Eco-mobilier ainsi que l'avenant qui vient amender les dispositions contestées pour permettre à la Métropole de bénéficier rétroactivement des soutiens pour l'exercice 2018. Le contrat est donc conclu pour une période d'un an à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2018, et reconduit les modalités opérationnelles de mise à disposition des bennes de collecte séparée des DEA et le principe de soutien financier pour leur collecte non séparée.

Un nouveau contrat sera proposé courant 2019 par Eco-mobilier pour la période 2019-2023.

Conformément aux termes du contrat, le planning prévisionnel d'équipement des déchèteries en bennes de collecte du contrat initial sera poursuivi sur les prochains exercices.

Sur le plan financier, les soutiens aux collectes séparées sont reconduits (20 € la tonne et un forfait de 2 500 € par an par installation participante) et le soutien à la communication est porté au montant de 0,10 € par an et par habitant (0,05 € dans le contrat antérieur) sur la base d'actions définies conjointement entre la collectivité et l'éco-organisme. Pour les collectes non séparées de DEA en déchèteries et en porte-à-porte dans le cadre du service de collecte des encombrants, pour lesquelles la collecte, le tri et le recyclage traitement restent à la charge de la collectivité, le contrat prévoit le versement de soutiens financiers plus importants, jusqu'à 65 € la tonne pour les DEA collectés en point fixe lorsqu'ils sont recyclés et 80 € la tonne lorsqu'ils sont valorisés énergétiquement, ainsi que 115 € la tonne lorsqu'ils sont collectés en porte-à-porte.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le projet de contrat territorial pour le mobilier usager et son avenant proposés par l'éco-organisme Eco-mobilier, tel que présentés ci-dessus,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole ou son représentant à signer tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 85 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 28/12/18

Pour extrait conforme,  
**le Président**



**Philippe SAUREL**

Publiée le : 28 décembre 2018

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20181221-59924A-CC-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 04/01/19

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.